



# La démocratie n'est pas négociable

**Éditorial**

par Jean-Claude Mailly

La Grèce ne relèverait-elle que d'une appréciation comptable et budgétaire à laquelle il faudrait tout soumettre ? C'est le cas depuis maintenant cinq ans, avec toutes les conséquences sociales, humaines et économiques que connaît le peuple grec après plusieurs années de purge austéritaire.

Oui, historiquement, les dirigeants grecs ont une part de responsabilité. Celle, par exemple, de ne pas avoir fait une réforme fiscale passant notamment par la mise en place d'un cadastre et le paiement d'impôts par les plus fortunés (Église orthodoxe ou armateurs).

Oui, la banque Goldman Sachs a trafiqué les chiffres pour que la Grèce soit qualifiée pour l'euro.

Non, le peuple grec n'est pas responsable de cette situation et c'est pourtant lui qui trinque durement en matière d'emploi, de salaire, de protection sociale, de logement.

Sortir de l'austérité et faire les réformes nécessaires, tel doit être l'objectif.

Rappelons au passage que les exigences de la Troïka ont bafoué certaines des conventions internationales de l'OIT sans que cela n'émeuve l'Union européenne un seul instant.

Il faut donc d'urgence, a minima, étaler la dette, ne pas exiger de remboursement immédiat et permettre à la Grèce de faire ses choix démocratiques de réforme en l'appuyant financièrement.

Il n'appartient pas à l'Union européenne et aux dirigeants européens de choisir à la place du peuple grec, qui doit gouverner.

En la matière les conseillers ne sont pas toujours les payeurs, on l'a vu par exemple au Chili avec les Chicago Boys.

Il faut également prendre en compte la dimension géopolitique de la situation.

Imagine-t-on une Europe dite de progrès et de paix quand les peuples n'auraient d'autre choix que d'élire des représentants obligés de pratiquer une politique économique libérale et autoritaire pour ne pas déplaire aux marchés financiers à qui on a laissé, au fil des ans, les coudées franches ?

La démocratie n'est pas négociable. La dette si.

Un seul chiffre pour finir : 50 000 milliards de dollars, c'est le montant mondial de l'endettement public.

C'est aussi le bilan mondial des vingt-huit banques systémiques.